

COMMUNIQUE DE PRESSE

N° RCA/USR/001/22/06/2020

Nous, filles et fils de la République Centrafricaine, sans distinction de région, ethnie, tribu, sexe, religion, parti politique, âge, catégorie socio-professionnelle, politiquement engagés ou non, membres de la société civile ou non, civils ou militaires, résidant sur le sol centrafricain ou résidant à l'étranger ;

Considérant la situation actuelle de la République Centrafricaine sous toutes ses dimensions ;

Considérant que la République Centrafricaine connaît un très grand retard intolérable dans son développement contrairement aux autres pays africains et même de la sous-région d'Afrique Centrale ;

Considérant le très faible poids de la République Centrafricaine dans le concert des nations ;

Considérant le contexte politique actuel dominé par l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA) du 06 février 2019, mais constatant surtout que cet arrangement politique conclu entre le Gouvernement et les groupes armés s'avère aujourd'hui un instrument inadapté et inefficace pour ramener effectivement la paix et la réconciliation nationale dans le pays ;

Considérant que nous centrafricains devenons de plus en plus esclaves sur la terre de leurs ancêtres, condamnés à fuir leurs lieux de vie, à se déplacer ou à s'exiler, à être traqués comme des bêtes de somme par les groupes armés, à être arrêtés, détenus, torturés, violés, tués, à être tués ici et là-bas, ça et là, à devenir des orphelins, veuves ou veufs du fait des attaques et crimes dont sont coupables les groupes armés dans le pays ;

SOMMES CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Nous décidons de nous unir et d'agir, dans un esprit républicain, main dans la main, à travers une plateforme dénommée UNION SACREE POUR LE RELEVEMENT (USR) pour le relèvement de notre pays, la République Centrafricaine. Pour ce faire, diverses actions appropriées, légitimes, républicaines, démocratiques seront menées au niveau national et international.

En attendant la mise en œuvre de diverses actions appropriées pour le relèvement de notre pays meurtri, nous proclamons déjà la fin de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République Centrafricaine du 06 février 2019. Cet accord de paix ne tient plus du tout, du fait de ses violations multiformes et incessantes par les groupes rebelles signataires. Nous demandons au Président de la République, Chef de l'Etat et au Premier Ministre, Chef du Gouvernement ainsi qu'à la communauté internationale de ne plus s'accrocher à cet arrangement politique du 06 février 2019 qui malheureusement ne s'est révélé qu'un instrument de promotion des membres des groupes armés (adeptes de la violence illégitime) au détriment des vrais et dignes fils du pays, de promotion de la violence illégitime comme moyen de revendications politiques et sociales et comme moyen de se faire une place dans les institutions de la République au détriment de nos enfants qui empruntent la voie l'école ; nous mènerons des actions pour l'abandon de l'arrangement politique inadapté et inefficace du 06 février 2019 ;

Nous demandons et exigeons immédiatement la fin de règne et la disparition totale des groupes armés du paysage militaro-politico-institutionnel de notre pays ; nous agissons à cet effet de façon appropriée.

Nous demandons la mise en place immédiate d'un nouveau gouvernement et des différents Cabinets, de façon plus républicaine, sans les membres des groupes armés.

Toutefois, les membres des groupes armés désolidarisés de leurs groupes ou qui auront intégré des partis politiques ou les organisations de la société civile pourront être nommés dans les différentes institutions de notre pays.

Nous lançons un appel à toutes les filles et tous les fils de la République Centrafricaine, à rejoindre la plateforme UNION SACREE POUR LE RELEVEMENT, pour reconquérir notre sécurité, notre liberté pour la prospérité de notre pays.

Nous sommes issus de différents bords politiques, de différents milieux mais nous avons un impératif vital, celui de sauver ensemble notre pays. Unissons-nous et agissons donc pour le salut de notre patrie et la sauvegarde de la terre de nos ancêtres.

Fait à Bangui, le 22 juin 2020

Le Porte-parole de l'USR

Aristide Briand REBOAS